

Le vice-président exécutif de Hunger Project reçu en audience par le Président du Faso

Page 10

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°347 du dimanche 2 avril 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 24.

Affaire MABUCI et le ministère de la santé : ACONTA interpelle le ministre de la santé

Page 4



« Journée du citoyen actif 2017 »: La JCI Ouaga synergie réalise ses activités à l'arrondissement 5

Page 8



Fin des travaux de la semaine du coton à Ouagadougou : « Il nous faut transformer le coton car son potentiel de création d'emploi et de richesse est énorme » a déclaré Roch Marc Christian Kaboré

Page 2



Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

**Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...**

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain



Fin des travaux de la semaine du coton à Ouagadougou : « Il nous faut transformer le coton car son potentiel de création d'emploi et de richesse est énorme » a déclaré Roch Marc Christian Kaboré

Région du Centre



Les acteurs de la filière coton se sont réunis cette année à Ouagadougou pour promouvoir le coton textile africain habillage à la faveur d'une série de rencontre, d'orientation et de suivi du partenariat.

La réunion de haut niveau sur le partenariat Union européenne-Afrique sur le coton a refermé ses portes le jeudi 30 mars 2017 à Ouagadougou. Plusieurs recommandations ont été formulées pour mieux rentabiliser la filière. La cérémonie de clôture a été présidée par le Président du Faso Roch Marc Christian Kaboré.

Les acteurs de la filière coton se sont réunis cette année à Ouagadougou pour promouvoir le coton textile africain habillage à la faveur d'une série de rencontre, d'orientation et de suivi du partenariat Union européenne

Afrique depuis plus de 10 ans. Au terme d'une série de rencontre et de suivi de partenariat UE-Afrique sur le coton, les conclusions ont été présentées au cours d'une réunion présidée par le Président du Faso Roch Marc Christian Kaboré. Ce dernier s'est engagé à être le porte-parole des acteurs du textile auprès de ses pairs africains.

Il s'agit pour les différents acteurs lors de ces différentes rencontres, d'identifier et de sélectionner les priorités sous forme de politique de défenses des chaînes de valeur africaine. Pour l'ambassadeur de l'Union européenne au Burkina, ces 3 jours d'échanges ont abouti à des recommandations.

Pour mieux défendre les chaînes de valeur africaine sur le continent, les acteurs ont recommandé entre autres que des actions prioritaires pour plus de productivité de coton sur les terres arables soit prises et que l'éducation sur les métiers de l'agriculture et surtout la transformation du textile africain soit une réalité en commençant par les pays africains. Venu honoré à ce rendez-vous de Ouagadougou des acteurs de la filière consacré aux perspectives, Roch Marc Christian Kaboré est revenu sur les réformes opérées dans le secteur, salue les efforts et le dynamisme des braves cotonculteurs africains avant de donner sa vision pour plus de compétitivité du coton africain.

La suite à la page 3.



SOCIÉTÉ ET DÉVELOPPEMENT

La suite de la page 2.

Pour Roch Marc Christian Kaboré, les défis à relever sont nombreux. Il convient donc d'explorer de nouvelles pistes et de définir les voies et moyens pour renforcer le partenariat Union européenne Afrique sur le coton. « Il nous faut transformer le coton car son potentiel de création d'emploi et de richesse est énorme » a-t-il signifié.

Pour arriver à relever ces défis, le chef de l'Etat appelle à plus d'efforts concertés pour faire l'analyse et la hiérarchisation des défis et des opportunités en vue de faire du coton une culture stratégique majeure pour atteindre les objectifs de développement économique et social des Etats africains

Alfred Sié KAM/Rédaction SCI



Le représentant de l'Union européenne, Monsieur Philippe THOMAS.



Roch Marc Christian Kaboré est revenu sur les réformes opérées dans le secteur, salue les efforts et le dynamisme des braves cotonculteurs africains avant de donner sa vision pour plus de compétitivité du coton africain.



Affaire MABUCI et le ministère de la santé : ACONTA interpelle le ministre de la santé

Région du Centre



Les conférenciers.

Les premiers responsables de l'organisation Afrique contre le tabac (ACONTA), ont tenu un point de presse le vendredi 17 mars 2017. Objectif attirer l'attention du gouvernement sur l'affaire qui oppose la MABUCI au ministère de la santé.

Le 07 avril 2016, la MABUCI devrait mettre les images de sensibilisation sur les paquets de cigarettes conformément à l'arrêté conjoint n° 2015-366/MS/MICA. N'ayant pas respecté cette disposition, le ministère de la santé a opté la voie judiciaire afin de contraindre l'industrie à appliquer l'arrêté sur

les images. Pendant que l'affaire est pendante en justice, les membres d'Afrique contre le tabac s'étonnent de voir la MABUCI opté pour un règlement à l'amiable. Cet état de fait inquiète les dirigeants d'Afrique contre le tabac qui se demandent si ce règlement à l'amiable consistera en une remise en cause de l'arrêté conjoint. Face à ce postulat, ACONTA souhaite que le droit soit dit à défaut que l'industrie obtempère sans délai de mettre les avertissements sanitaires graphiques sur les paquets de cigarette.

Dans la suite de cette affaire, les responsables d'ACONTA invitent

le ministre de la santé actuel, à écouter les acteurs de la lutte antitabac avant de se lancer dans un quelconque règlement à l'amiable et non se ranger du côté de l'industrie du tabac et jeter en pâture la jeunesse. Le ministre de la santé étant le premier responsable de la santé publique, Afrique contre le tabac l'invite à ne pas se laisser influencer par les intérêts commerciaux de l'industrie du tabac au détriment de la santé publique. Invite est également faite au ministre de la justice pour que cessent les manœuvres dilatoires dont fait l'objet la justice burkinabè de la part des industriels du tabac et de leurs alliés du commerce.

La suite à la page 5



SANTÉ

La suite de la page 4

Ainsi, Salif Nikièma coordonnateur d'ACONTA demande au ministre de la justice de faire sienne cette affaire pour protéger les couches les plus vulnérables que sont les jeunes, les femmes et les ménages les plus pauvres qui dépensent leur argent dans la fumée des cigarettes.

Pour la réussite de cette lutte contre le tabac, ACONTA appelle toutes les organisations sœurs de la société civile, particulièrement la Ligue nationale des consommateurs et l'Union des associations de lutte contre le tabac à s'impliquer d'avantage pour que les textes protégeant les consommateurs s'appliquent. Cela permettra de faire reculer la prévalence des maladies liées au tabac notamment les cancers, les maladies cardiaques et respiratoires. Selon l'ATLAS du tabac 2015, le tabagisme fait 4000 morts par an au Burkina Faso.

Adama Zango, chargé à la communication d'ACONTA a rassuré aux hommes de médias que leur lutte vise à faire appliquer les textes. Entre autres textes, le Burkina Faso a ratifié la convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac le 31 juillet 2006. Aussi, le 25 novembre 2010 les députés ont adopté une loi antitabac. L'article 13 de cette loi dispose que : « Chaque paquet, cartouche ou carton de produits du tabac et toutes autres formes de conditionnements, d'étiquetage extérieur et intérieur de ces produits doivent comporter des mises en garde sanitaires sous forme de messages. »

Warmathé pour SC Info



Nikièma Salif, coordonnateur d'ACONTA.



Salif Nikièma coordonnateur d'ACONTA demande au ministre de la justice de faire sienne cette affaire pour protéger les couches les plus vulnérables que sont les jeunes, les femmes et les ménages les plus pauvres qui dépensent leur argent dans la fumée des cigarettes.



Cadre de concertation provincial du Houet : La 2^{ème} session de 2016 tenue en 2017

Région des Hauts-Bassins



Les membres du CCP ont mené les réflexions sur le développement de la province du Houet.

Les membres du Cadre de concertation provincial (CCP) du Houet se sont réunis le mardi 14 mars 2017 pour la 2^{ème} session ordinaire 2016. A l'ordre du jour, le transfert de compétences dans le domaine de la santé, l'introduction du vaccin contre la méningite, le PNDES et l'acte uniforme OHADA.

La répartition des centres de santé dans la province et la prise en charge des malades en fonction de la gravité de leur état a été inscrite parmi les priorités de la province. Pour une recommandation de 7

km entre deux centres de santé ou encore un centre de santé pour 10 000 habitants avec au moins trois agents de santé, le constat fait sur le terrain est tout autre. Les acteurs du domaine de la santé se sont penchés sur ces questions durant cette session du CCP, afin que le transfert de compétences qui est déjà effectif connaisse moins de difficultés dans son exécution. Pour madame Coulibaly, Médecin-chef du district (MCD) de Lèna, les autorités doivent aider à trouver les financements pour les activités de santé.

Un nouveau vaccin pour soulager
Pour accentuer encore plus

la lutte contre la méningite à méningocoque A, le vaccin MenAfriVac a été introduit sur le territoire national le 06 mars 2017. Les membres du CCP ont pu avoir un aperçu de ce que le vaccin peut faire pour diminuer considérablement le taux d'enfants malades de méningite au Burkina Faso et particulièrement dans la région des Hauts-Bassins. En effet, en 2016 on a relevé 279 cas de méningite chez des sujets de 1 à 29 ans et 27 cas de décès. L'objectif du vaccin, renforcer l'immunité des enfants de 15 mois au méningocoque A. Arriver à vacciner 70 % des enfants en 2017, 90 % en 2018 et 100 % des enfants

La suite à la page 7.



SANTÉ

La suite de la page 6.

de 15 à 18 mois en 2019, c'est le résultat attendu. Des stratégies comme la stratégie avancée et celle fixe vont être développées pour atteindre les objectifs fixés. Pour les 4 districts de la province du Houet, des engagements ont été pris pour que plus aucun enfant ne soit victime de méningite à méningocoque A d'ici 2019.

Changement du statut des groupements

Les discussions ont également portées sur le Plan national de développement économique et social (PNDES). Pour le Haut-commissaire du Houet et président du CCP, Jérémie Kouka Ouédraogo, « nous avons voulu avoir les rudiments sur ce Plan de développement en attendant que des experts viennent s'entretenir longuement avec les membres du Cadre ». Pour un développement efficient de la province, les groupements et coopératives ne peuvent être en marge. Une communication a été animée sur l'acte uniforme de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) et sa disposition sur les groupements, désormais appelés sociétés coopératives. Il est ressorti que la loi 014 qui régissait les groupements n'est plus en vigueur au Burkina Faso au profit de l'acte uniforme de l'OHADA. Il n'y a donc plus de groupements au Burkina Faso, mais des sociétés coopératives qui doivent se conformer à



Jérémie Kouka Ouédraogo : « Les membres du CCP sont un élément essentiel pour relayer l'information dans les différentes localités ».

l'acte OHADA. Les institutions comme le Haut-commissariat qui doivent doter ces coopératives en agrément, n'ayant pas les moyens logistiques de le faire, un appel a été lancé pour qu'elles puissent entrer en possession du nécessaire pour accomplir leur part du travail. Le Haut-commissaire explique : « Depuis l'entrée en vigueur de cette loi, nous avons des difficultés. Nous n'avons pas d'éléments pour diriger les groupements que nous avons vers cette nouvelle loi. Il s'agissait donc de porter l'information à la connaissance des uns et des autres, qu'on puisse comprendre à partir de maintenant qu'il y a de nouvelles dispositions et que les groupements et sociétés

coopératives qui existent doivent évoluer vers l'acte OHADA. C'est également une interpellation pour nous, pour que nous puissions chercher les informations nécessaires pour que tous ceux qui vont venir puissent se conformer à l'acte OHADA, qu'on ait tous les éléments nécessaires pour guider les différents groupements pour qu'on ne soit pas dans un flottement, comme c'est le cas présentement ». Rendez-vous a été donné pour la première session de 2017 pour traiter d'autres sujets favorisant le développement de la province.

Nicole A.B. OUEDRAOGO

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.



« Journée du citoyen actif 2017 »: La JCI Ouaga synergie réalise ses activités à l'arrondissement 5

Région du Centre

Le samedi 18 mars 2017, la Jeune Chambre internationale Ouaga Synergie a organisé une journée de salubrité au marché de Wemtenga. Ce geste entre dans le cadre de la mise en œuvre du projet dénommé « Journée du citoyen actif ».

C'est en présence du premier responsable de l'arrondissement 5, des membres de la Jeune Chambre internationale, des responsables du marché de Wemtenga que la Jeune chambre internationale, Ouaga synergie a lancé les activités de salubrités. Ce geste vise à débarrasser le marché des ordures qui l'encombre afin d'offrir un environnement plus sain au commerçants. En plus du marché, c'est l'école primaire publique de Wemtenga qui a bénéficié du service des militants de la Jeune Chambre internationale Ouaga Synergie. Afin d'inciter les usagers du marché ainsi que les élèves à adopter un comportement citoyen, la JCI Ouaga synergie a fait un don composé essentiellement de poubelle.

Jean Paul MONE, maire de l'arrondissement 5 par ailleurs président de cette journée de salubrité a félicité et encouragé la Jeune chambre internationale Ouaga Synergie pour cette initiative. Pour lui, au regard de la problématique de santé publique, cette activité participera à l'éveil des mentalités et à la lutte contre la



Implantation d'une poubelle.



Jean paul MONE, maire de l'arrondissement 5.

La suite à la page 9.



SOCIÉTÉ

La suite de la page 8.

pollution de notre environnement lequel environnement est la base de notre vie en tant qu'humain. « Je vous exhorte à continuer cette noble activité partout à travers mon arrondissement pour le bien être des futures générations » a laissé entendre Jean Paul MONE. Pour renforcer la collaboration entre la JCI Ouaga synergie et l'arrondissement 5 un protocole de partenariat a été signé par les premiers responsables de ces deux institutions.

Rasmata Sakandé, présidente exécutive 2017 de JCI Ouaga synergie, a remercié les participants pour la mobilisation. Pour elle, cette journée de salubrité a pour but d'amener chacun quel que soit son rang social à opérer un changement de comportement car dit-elle en matière de salubrité tout le monde est concerné. Elle a rappelé que nombre de maladies des enfants en particulier et de la population en général sont provoquées par un manque d'hygiène et par un environnement sale et dégradé. C'est ce constat qui a obligé la JCI Ouaga synergie à faire de la salubrité son premier rempart contre toute menace à la santé notamment celle des générations futures. A en croire Rasmata Sakandé, c'est à ce combat que se livre la JCI Ouaga synergie car l'un des principes de la JCI est « servir l'humanité constitue l'œuvre la plus noble d'une vie ». Cette journée du citoyen actif est placé sous le thème « synergie citoyenne pour un environnement sain ».

La Jeune Chambre internationale Ouaga synergie est une composante de la Jeune chambre internationale et qui regroupe les leaders actifs. Elle est une organisation apolitique.



Rasmata Sakanté présidente de la JCI ouaga synergie.



Photo de famille.

Warmathé pour SC Info



Le vice-président exécutif de Hunger Project reçu en audience par le Président du Faso

Région du Centre



Hunger Project selon son vice-président exécutif, développe une stratégie ici au Burkina Faso que l'on appelle la stratégie de l'épicentre.

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a reçu en fin de matinée de ce vendredi 31 mars 2017, le vice-président exécutif de Hunger Project. Au cours des échanges, le chef de l'Etat et Monsieur John COONROD ont abordé des questions relatives aux activités que mène cette ONG au Burkina Faso.

Hunger Project selon son vice-président exécutif, développe une stratégie ici au Burkina Faso que l'on appelle la stratégie de l'épicentre. Cette stratégie est basée sur la



Nous travaillons aussi avec les femmes pour faire d'elles des agents clés de leur communauté.

La suite à la page 11



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10



Toutes ces explications selon Monsieur John COONROD, ont retenu l'attention du Président du Faso qui leur a exprimé « ses encouragements dans l'exécution de leurs programmes ».

mobilisation de la population. « Nous travaillons aussi avec les femmes pour faire d'elles des agents clés de leur communauté. Nous avons également le partenariat avec le gouvernement et avec des Organisations non gouvernementales. Une autre stratégie que nous utilisons est la mobilisation de la population pour pouvoir construire notre propre épicerie », a-t-il expliqué.

Monsieur John COONROD a précisé que les domaines d'intervention de son institution vont de la nutrition, à la santé, en passant par l'autonomisation et bien d'autres domaines. Et tout cela, avec l'engagement des populations elles-mêmes. L'épicerie est un cadre doté d'une série d'infrastructures pour répondre aux objectifs poursuivis par l'organisation.

Toutes ces explications selon Monsieur John COONROD, ont retenu l'attention du Président du Faso qui leur a exprimé « ses encouragements dans l'exécution de leurs programmes ».

**La Direction de la Communication
de la Présidence du Faso**

**ABONNEZ VOUS À
NOTRE QUOTIDIEN**

Recevez l'actualité du jour, à 12 000 f cfa / ans



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Réalisation des projets de partenariat public privé inscrits dans le PNDES : Le secteur privé national réfléchit au renforcement de sa participation

Région du Centre



Plusieurs acteurs dont le secteur privé ont été identifiés aux côtés de l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES).

Sur l'initiative de la Chambre d'industrie et de commerce du Burkina Faso (CCI-BF), il se tient, les 30 et 31 mars 2017 à Ouagadougou, un forum Etat/Secteur privé sur le thème : « Mise en œuvre du PNDES : Comment renforcer la participation du secteur privé national à la réalisation des projets PPP ». L'ouverture officielle de ce forum, premier du genre, a été présidée par le Premier ministre, Paul Kaba THIEBA. La rencontre qui avait pour objectif de dégager les voies et moyens en vue d'une participation efficace du secteur privé

burkinabè à la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES) a réuni plus de cent (100) opérateurs économiques et acteurs du secteur privé. A l'occasion, le secteur privé burkinabè a réaffirmé son engagement à contribuer à la mise en œuvre du PNDES et ce, pour le plein épanouissement des populations.

Plusieurs acteurs dont le secteur privé ont été identifiés aux côtés de l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES).

D'ailleurs, le nouveau référentiel de développement burkinabè stipule clairement que le secteur privé, par le biais du partenariat public privé, cofinancera la réalisation de certains investissements structurants en vue d'optimiser les performances des secteurs public et privé, et d'exécuter dans les meilleurs délais et conditions des projets à vocation sociale ou de développement.

C'est ce rôle moteur que doit jouer le secteur privé dans la mise en œuvre du PNDES qui a justifié l'initiative par la Chambre d'industrie et de commerce

La suite de la page 13



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12

du Burkina Faso (CCI-BF), du forum Etat/Secteur privé sur le thème : « Mise en œuvre du PNDES : Comment renforcer la participation du secteur privé national à la réalisation des projets PPP ».

Le forum qui a réuni plus de cent (100) opérateurs économiques et acteurs du secteur privé avait pour but de lever les obstacles limitant la participation du secteur privé national aux projets de partenariat public privé (PPP) en vue de l'atteinte des objectifs du PNDES.

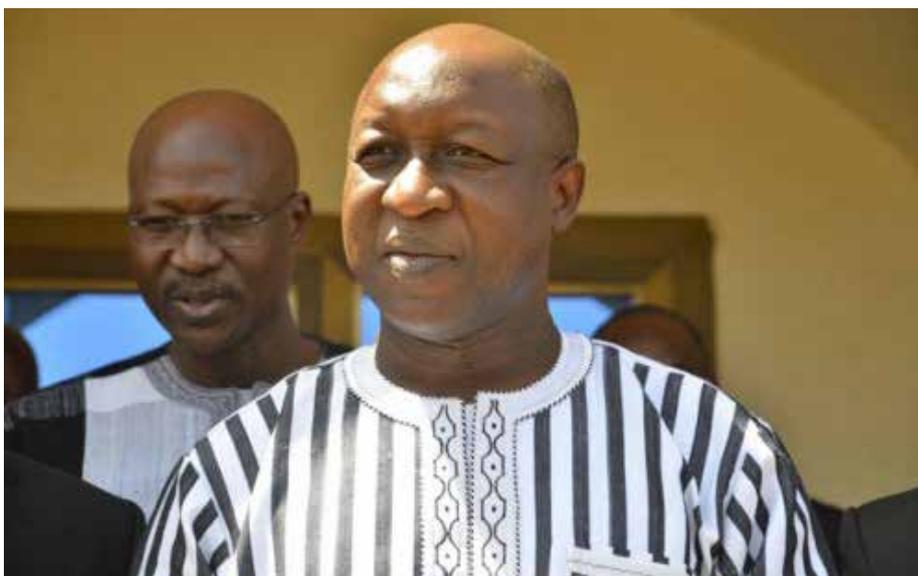
Le président de la CCI-BF, Mahamadi SAWADOGO, a fait savoir que la thématique des PPP est au cœur de l'actualité économique et revêt de ce fait une importance capitale aussi bien pour le secteur public que pour le secteur privé.

« Les PPP apparaissent comme une modalité de financement et de réalisation de projets à intérêt public avec un apport déterminant du secteur privé en termes d'innovation, de créativité, d'efficacité et de rentabilité, surtout dans un contexte difficile pour les finances publiques et de faiblesse des investissements privés au Burkina Faso », a-t-il mentionné.

Puis, il a indiqué que « les PPP se présentent comme un outil qui contribue au développement économique, du fait de l'insuffisance des investissements, de la pression croissante qui s'exerce sur le budget de l'Etat et d'une préoccupation générale relative aux services fournis par des entreprises et organismes étatiques ». En plus, le président de la CCI-BF a soutenu que pour susciter encore de PPP au Burkina Faso,



Le président de la CCI-BF, Mahamadi SAWADOGO, a fait savoir que la thématique des PPP est au cœur de l'actualité économique et revêt de ce fait une importance capitale aussi bien pour le secteur public que pour le secteur privé.



« Le secteur privé burkinabè voudrait insister une fois de plus sur la nécessité d'inclure dans les contrats PPP, des clauses pour promouvoir la sous-traitance », a-t-il plaidé.

l'Etat devra œuvrer à améliorer des facteurs de production. « Le secteur privé burkinabè voudrait insister une fois de plus sur la nécessité d'inclure dans les contrats PPP, des clauses pour promouvoir la sous-traitance », a-t-il plaidé.

La suite à la page 14



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 13



En vue de permettre la réalisation des projets suscités dans les règles de l'art, le Premier ministre a promis que le dispositif actuel des PPP sera complété par d'autres textes en cours d'élaboration.

Cependant, a-t-il fait remarquer, le secteur privé note avec satisfaction l'institution d'un cadre juridique et réglementaire des PPP au Burkina Faso, suite à l'adoption d'une loi régissant les PPP ainsi que de ses textes d'application.

Quant au Chef du gouvernement, il a déclaré que le PNDES prévoit la réalisation d'investissements structurants à même de relancer l'activité économique et de mettre le Burkina Faso sur le chemin d'une croissance économique durable. « Une part importante des investissements prévus sera réalisée à travers le mécanisme du Partenariat Public-Privé dans un esprit gagnant-gagnant. A ce titre, la contribution du secteur privé est fortement attendue, car nous sommes convaincus que ce secteur est le moteur de la croissance. En plus de créer de la richesse, il est pourvoyeur d'emplois », a-t-il justifié.

Aussi, a-t-il rassuré que le Burkina Faso dispose d'un cadre juridique et institutionnel des PPP qui vise à garantir les principes universellement reconnus en matière de commande publique que sont la liberté d'accès, l'égalité de traitement des candidats, la mise en concurrence, l'objectivité des procédures et la transparence.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PNDES, le gouvernement, a noté M. THIEBA, dispose d'un portefeuille de projets susceptibles d'être réalisés en PPP dont le projet de construction de l'autoroute entre Ouagadougou et Yamoussoukro, le projet de réalisation de pipelines de transport (Bolgatanga-Ouagadougou et Ferkessedougou-Ouagadougou) et de dépôts de stockage d'hydrocarbures, le projet de construction du barrage hydroélectrique de Ouessa pour l'aménagement de 15000 hectares, le projet de

construction et l'équipement du centre hospitalier universitaire (CHU) à Bobo-Dioulasso, le projet de mise en place du pôle de croissance de Bagré, etc.

En vue de permettre la réalisation des projets suscités dans les règles de l'art, le Premier ministre a promis que le dispositif actuel des PPP sera complété par d'autres textes en cours d'élaboration. Il s'agit, entre autres, de ceux relatifs aux dossiers d'appel d'offres types pour la réalisation des projets en PPP, des sanctions prévues à l'encontre des contrevenants dans la procédure de contractualisation et à la fixation de limites ou seuils de contractualisation des administrations publiques en matière de PPP.

DCI/PM



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Compte rendu du Conseil des Ministres du vendredi 31 mars 2017

Région du Centre



Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le vendredi 31 mars 2017, en séance ordinaire, de 09 H 00 mn à 13 H 30 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres.

Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu une communication orale, procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

I. DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

Le Conseil a adopté un rapport et examiné un projet de loi.

Le rapport est relatif à un décret portant ouverture de la campagne en vue des élections municipales

partielles du 28 mai 2017.

L'adoption de ce décret permet de fixer la période légale de la campagne électorale du samedi 13 mai à zéro (00) heure au vendredi 26 mai 2017 à vingt-quatre (24) heures dans les zones concernées par les élections.

Le Projet de loi porte modification de la loi n° 055-2004/AN portant Code général des collectivités territoriales.

À la faveur des élections municipales antérieures, certaines collectivités territoriales ont rencontré des difficultés dans la mise en place et/ou le fonctionnement, entraînant ainsi la dissolution de leurs organes exécutifs.

Le projet de loi modificatif de la loi n° 055-2004/AN portant Code général des collectivités territoriales permettra aux collectivités de fonctionner en cas de dissolution ou de dysfonctionnement de leurs organes.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission dudit projet de loi à l'Assemblée nationale.

I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

Le Conseil a adopté un rapport relatif au Programme de financement « Burkina startups » du Fonds burkinabé de développement économique et social (FBDES).

Le Programme « Burkina startups

» vise à promouvoir la création de PME/PMI innovantes par les jeunes. Il permettra ainsi de créer en 5 ans, cinq cents (500) entreprises nouvelles et dix mille (10 000) emplois stables.

Le Conseil a instruit les ministres en charge du dossier de prendre les dispositions idoines pour la mise en œuvre réussie du Programme, de concert avec les acteurs concernés.

I.3. AU TITRE DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE

Le Conseil a adopté un décret portant modalités d'évaluation de la performance des structures de l'Administration publique du Burkina Faso.

L'adoption de ce décret vise à améliorer l'efficacité des structures publiques et à renforcer leur productivité à travers un système d'évaluation de la performance des dites structures.

I.4. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

Le Conseil a adopté deux (02) rapports.

Le premier est relatif à deux (02) décrets portant respectivement création d'emplois et promotion de chercheurs dans les emplois de directeur de recherche et de maître de recherche au Centre national de la recherche scientifique

La suite à la page 16.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 15

et technologique (CNRST).

L'adoption de ce rapport permet la création de trois (03) emplois de directeur de recherche, dix (10) emplois de maître de recherche et de trente (30) emplois de chargé de recherche.

Le second rapport est relatif aux projets de construction et d'équipement de cités universitaires par le mécanisme du Partenariat public-privé (PPP).

Les cités universitaires concernées sont celles de Ouaga II (1000 lits), Koudougou (1000 lits), Ouahigouya (500 lits), Fada N'gourma (500 lits) et Dédougou (500 lits).

L'adoption de ce rapport permettra de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et d'études des étudiants.

I.5. AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Le conseil a adopté deux (02) rapports.

Le premier rapport est relatif à la situation des évacuations sanitaires hors du Burkina Faso.

La mise en œuvre des évacuations sanitaires connaît des difficultés du fait que l'Etat reste à ce jour redevable vis-à-vis de différentes cliniques, hôpitaux et partenaires à l'extérieur.

Le Conseil a instruit les ministres concernés de prendre les mesures nécessaires pour relever le plateau technique de nos formations sanitaires et trouver les solutions diligentes pour le règlement de ces arriérés.

Le second rapport est relatif aux résultats de l'appel d'offres

ouvert international N°2014-0107/MS/SG/DMP/PARCS-LM pour la construction d'infrastructures sanitaires dans les régions de l'Est, du Nord, du Plateau-Central et du Sahel.

Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution du marché à l'entreprise ECOCO pour un montant de trois cent quatre-vingt-seize millions quatre cent quatre-vingt-quatre mille huit cent quarante-trois (396 484 843) FCFA TTC avec un délai d'exécution de six (6) mois.

Le financement est assuré par la Banque islamique de développement (BID) et le budget de l'Etat.

I.6. AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Le Conseil a adopté un rapport relatif aux difficultés de recouvrement des créances des médias privés auprès de l'Etat.

Le rapport révèle que des entreprises de presse privées sont confrontées à des difficultés de recouvrement de leurs créances auprès des départements ministériels et institutions de l'Etat.

Le Conseil a instruit les départements ministériels concernés à prendre des mesures nécessaires pour le règlement des impayés dans les meilleurs délais.

II. COMMUNICATION ORALE

II.1. Le Ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement a fait au Conseil une communication relative à la visite d'amitié et de

travail de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, à Khartoum au Soudan, les 26 et 27 mars 2017.

Cette visite a permis aux deux pays de renforcer la coopération sud-sud dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité et de l'enseignement.

Au cours de son séjour en terre soudanaise, le Président du Faso s'est entretenu avec le président du Fonds saoudien pour le développement, lequel a exprimé la disponibilité de son institution à accompagner la mise en œuvre du PNDES.

Le Président du Faso et sa délégation ont en outre visité des infrastructures et rencontré les Burkinabè vivant au Soudan.

III. NOMINATIONS

III.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

1. A. AU TITRE DE LA PRESIDENCE DU FASO

- Monsieur Wendingoudi Louis Modeste OUEDRAOGO, Mle 110 789 V, Juriste, 1ère classe, 7ème échelon, est nommé Secrétaire général du Conseil supérieur de la communication (CSC).

1. B. AU TITRE DU PREMIER MINISTÈRE

- Monsieur Wennengoudi Jean -Baptiste DIPAMA, Mle 88 784 L, Conseiller en sciences et techniques de l'information et de la Communication, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé chargé de missions ;

- Monsieur Camille ZONGO, Mle 97 357 B, Conseiller des

La suite à la page 17



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 16

affaires économiques, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Attaché de missions ;

- Monsieur Goh Germain Zontowa ZADINI, Mle 238 625 H, Conseiller en emploi et en formation professionnelle, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Attaché de missions ;

- Monsieur Tousma DODBZANGA, Mle 241 638 N, Conseiller d'éducation, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Attaché de missions ;

- Monsieur Jean-Baptiste DABONE, Mle 238 574 V, Conseiller des affaires économiques, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Attaché de missions ;

- Monsieur Sunogo Ephraïm SORGHO, Mle 229 838 U, Conseiller des affaires économiques, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Attaché de missions ;

- Monsieur Nestor BAKI, Mle 235 359 S, Conseiller en sciences et techniques de l'information et de la Communication, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Attaché de missions ;

- Monsieur Jean Jacques NIKIEMA, Mle 238 571 L, Conseiller des affaires économiques, 1ère classe, 2ème échelon, est nommé Attaché de missions ;

- Monsieur Housmane Askadar SANOU, Mle 251 386 U, Conseiller en études et analyses, 1ère classe, 1er échelon, est nommé attaché de missions.

1. C. AU TITRE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION ET DES BURKINABÈ DE L'ÉTRANGER

- Monsieur Max Francis Nawonetou MEDAH, Mle 18 561, Ministre plénipotentiaire, 1ère classe, 12ème échelon, est nommé Inspecteur technique des services.

1. D. AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

- Madame Saïbata SAWADOGO, Mle 51 161 U, Inspecteur du Trésor, 1ère classe, 2ème échelon, est nommée Directrice de l'Administration et des affaires financières de la Cour de Cassation.

1. E. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU DÉVELOPPEMENT

- Madame Marguerite Marie René TRAORE/DAMIBA, Mle 19 877 B, Inspecteur du Trésor, est nommée Directrice générale du Fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes (FAARF) ;

- Madame Sanata KONE, Mle 91 871 X, Economiste, 1ère classe, 7ème échelon, est nommée Directrice du suivi des programmes financiers à la Direction générale de la coopération (DGCOOP) ;

- Monsieur Dima Noaga Salifou DOLLE, Mle 111 124 U, Administrateur des services financiers, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Directeur de l'Administration et des finances de l'Institut national des statistiques et du développement (INSD).

1. F. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

- Monsieur Alou KEITA, Mle 35 680 N, Enseignant-chercheur, Professeur titulaire, catégorie P, 1er échelon, est nommé Vice-président chargé de la professionnalisation et des relations universités-entreprises à l'Université Ouaga I Professeur Joseph KY ZERBO.

- Monsieur Louis SAWADOGO, Mle 218 607, Maître de recherche en biologie et écologie végétale, est nommé Directeur de recherche au Centre national de la Recherche scientifique et technologique (CNRST/INERA) pour compter du 21 juillet 2016 ;

- Monsieur Koiné Maxime DRABO, Mle 29 603, Maître de recherche en santé publique, est nommé Directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique et technologique (CNRST/IRSS) pour compter du 21 juillet 2016 ;

- Monsieur Halidou TINTO, Mle 57 096, Maître de recherche en sciences biologiques, est nommé Directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique et technologique (CNRST/IRSS), pour compter du 21 juillet 2016.

- Monsieur Emmanuel NANEMA, Mle 49 129, Chargé de recherche en géophysique, est nommé Maître de recherche au Centre national de la recherche scientifique et technologique (CNRST/IRSAT), pour compter du 21 juillet 2016 ;

- Monsieur Charles PARKOUDA, Mle 58 513, Chargé de recherche en sciences des aliments, est nommé Maître de recherche au Centre national de la recherche scientifique et technologique (CNRST/IRSAT), pour compter du 21 juillet 2016 ;

La suite à la page 18



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 17

- Monsieur Korodjouma OUATTARA, Mle 218 882, Chargé de recherche en sciences du sol, est nommé Maître de recherche au Centre national de la Recherche scientifique et technologique (CNRST/INERA), pour compter du 21 juillet 2016;

- Monsieur Souleymane OUEDRAOGO, Mle 22 361, Chargé de recherche en agroéconomie, est nommé Maître de recherche au Centre national de la Recherche scientifique et technologique (CNRST/INERA), pour compter du 21 juillet 2016 ;

- Madame Aude Marie Madeleine NIKIEMA/MEUNIER, Mle 88 768, Chargée de recherche en géographie humaine, est nommée Maître de recherche au Centre national de la Recherche scientifique et technologique (CNRST/INSS), pour compter du 21 juillet 2016 ;

- Monsieur Georges KAMBOU, Mle 16 793, Chargé de recherche en éco-toxicologie, est nommé Maître de recherche au Centre national de la Recherche scientifique et technologique (CNRST/INERA), pour compter du 21 juillet 2016 ;

- Monsieur Bila Isidore GNANDA, Mle 271 612, Chargé de recherche en nutrition et alimentation animale, est nommé Maître de recherche au Centre national de la Recherche scientifique et technologique (CNRST/INERA), pour compter du 21 juillet 2016 ;

- Monsieur Bouma James NEYA, Mle 271 615, Chargé de recherche en phytopathologie, est nommé Maître de recherche au Centre national de la Recherche scientifique et

technologique (CNRST/INERA), pour compter du 21 juillet 2016 ;

- Monsieur Seydou SOURABIE, Officier, Chargé de recherche en biochimie, est nommé Maître de recherche au Centre national de la Recherche scientifique et technologique (CNRST/IRSS), pour compter du 21 juillet 2016 ;

- Madame Pawindé Elisabeth ZIDA, Mle 271 618, Chargée de recherche en phytopathologie, est nommée Maître de recherche au Centre national de la Recherche scientifique et technologique (CNRST/INERA) pour compter du 21 juillet 2016.

1. G. AUTITRE DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABÉTISATION

- Monsieur Coubabaon Clément SOME, Mle 26 360 F, Inspecteur de l'enseignement secondaire, catégorie PB, 1er grade, 10ème échelon, est nommé Directeur régional des enseignements post-primaire et secondaire de la Boucle du Mouhoun ;

- Monsieur Denis VIMBOUE, Mle 47 594 Z, Inspecteur de l'enseignement secondaire, est nommé Directeur régional des enseignements post-primaire et secondaire des Cascades ;

- Monsieur Yerbkoun Bienvenu Bonaventure MEDA, Mle 34 622 U, Inspecteur de l'enseignement secondaire, catégorie P4, 3ème grade, 2ème échelon, est nommé Directeur régional des enseignements post-primaire et secondaire du Centre ;

- Monsieur Idrissa Pascal

TIENDREBEOGO, Mle 47 540 D, Inspecteur de l'enseignement secondaire, catégorie P4, grade intermédiaire, 3ème échelon, est nommé Directeur régional des enseignements post-primaire et secondaire du Centre-Est ;

- Monsieur Alphonse KEITA, Mle 31 325 G, Inspecteur de l'enseignement secondaire, catégorie PB, 1er grade, 11ème échelon, est nommé Directeur régional des enseignements post-primaire et secondaire du Centre-Nord ;

- Monsieur Evariste Marie Wend-Yam GUIBRE, Mle 36 120 J, Inspecteur de l'enseignement secondaire, catégorie P4, grade terminal, 2ème échelon, est nommé Directeur régional des enseignements post-primaire et secondaire du Centre-Ouest ;

- Madame Findema OUEDRAOGO/KABORE, Mle 18 452 B, Inspecteur de l'enseignement secondaire, catégorie P4, 4ème grade, 3ème échelon, est nommée Directrice régionale des enseignements post-primaire et secondaire du Centre-Sud ;

- Monsieur Abdoulaye ILBOUDO, Mle 49 892 W, Inspecteur de l'enseignement secondaire, catégorie P, 1er grade, 6ème échelon, est nommé Directeur régional des enseignements post-primaire et secondaire de l'Est ;

- Madame Ouamnogma Bernadette YOUNGOU/SAWADOGO, Mle 21 707 P, Inspecteur de l'enseignement secondaire, catégorie PB, 1er grade, 13ème échelon, est nommée Directrice régionale des enseignements post-primaire et

La suite à la page 19



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 18

secondaire des Hauts-Bassins ;

- Madame Téné Amandine RAMDE/ILBOUDO, Mle 55 925 H, Inspecteur de l'enseignement secondaire, catégorie P, 1er grade, 6ème échelon, est nommée Directrice régionale des enseignements post-primaire et secondaire du Nord ;

- Madame Ahoua KABORE/ILLY, Mle 036 629 B, Inspecteur de l'enseignement secondaire, catégorie PB, 1er grade, 8ème échelon, est nommée Directrice régionale des enseignements post-primaire et secondaire du Plateau-Central ;

- Monsieur Dramane DERME, Mle 49 906 D, Inspecteur de l'enseignement secondaire, catégorie P4, 2ème classe, 2ème échelon, est nommé Directeur régional des enseignements post-primaire et secondaire du Sahel ;

- Monsieur Sankaon SOME, Mle 46 495 A, Inspecteur de l'enseignement secondaire, catégorie PB, 10ème échelon, est nommé Directeur régional des enseignements post-primaire et secondaire du Sud-Ouest.

1. H. AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ

- Monsieur Hugues Landry HIEN, Mle 118 963 D, Administrateur civil, 1ère classe, 4ème échelon, est nommé Directeur de cabinet ;

- Monsieur Souleymane de Mahama OUEDRAOGO, Mle 29 809 E, Inspecteur du trésor, 1ère classe, 10ème échelon, est nommé Directeur de l'administration des finances.

1. I. AU TITRE DU

MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITÉ URBAINE ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

- Monsieur Dieudonné Pascal ALDA YAKA, Docteur en climatologie, 1ère classe, 6ème échelon, est nommé Conseiller technique ;

- Monsieur Fatogoma TRAORE, Mle 28 636 H, Agent technicien mécanicien, est nommé Directeur régional des Transports et de la mobilité urbaine de la Boucle du Mouhoun ;

- Monsieur Zigomdelekoré Augustin YAMEOGO, Mle 28 635 X, Agent de maîtrise en mécanique, est nommé Directeur régional des Transports et de la mobilité urbaine des Cascades ;

- Monsieur Lassane OUEDRAOGO, Mle 37 17 V, Agent technique mécanicien, est nommé Directeur régional des transports et de la mobilité urbaine du Centre-Nord ;

- Monsieur Bakary OUATTARA, Mle 27 747 B, Technicien supérieur en génie civil, est nommé Directeur régional des Transports et de la mobilité urbaine du Centre-Ouest ;

- Monsieur Armand Alain YAGUIBOU, Mle 27 736 T, Technicien supérieur en génie civil, est nommé Directeur régional des Transports et de la mobilité urbaine de l'Est ;

- Monsieur Lamoussa Ludovic OUEDRAOGO, Mle 24 024 E, Ingénieur des travaux publics, est nommé Directeur régional des Transports et de la mobilité urbaine des Hauts-Bassins ;

- Monsieur Pascal COMPAORE, Mle 32 409 S, Agent technique mécanicien, est nommé Directeur

régional des Transports et de la mobilité urbaine du Nord ;

- Monsieur Karim IBA, Mle 92 682 W, Technicien supérieur en génie civil, est nommé Directeur régional des Transports et de la mobilité urbaine du Sahel ;

- Monsieur Bévour NEGALO, Mle 71 129 V, Technicien supérieur en génie civil, est nommé Directeur régional des Transports et de la mobilité urbaine du Sud-Ouest.

1. J. AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE

- Monsieur Issouf TRAORE, Mle 75 393 M, Professeur certifié, 1ère classe, 8ème échelon, est nommé Directeur de cabinet ;

- Monsieur Sansan KAMBIRE, Mle 30 47 ANPE, Economiste planificateur, 1ère classe, 7ème échelon, est nommé Conseiller technique ;

- Monsieur Pousbila ZABA, Mle 58 788 A, Inspecteur du trésor, 1ère classe, 3ème échelon, est nommé Directeur de l'administration des finances ;

- Monsieur Jean-Victor OUEDRAOGO, Mle 76 493 V, Journaliste, 1ère classe, 8ème échelon, est nommé Directeur de la communication et de la presse ministérielle ;

- Monsieur Abdou Abach OUEDRAOGO, Mle 45 190 A, Conseiller d'Intendance scolaire et universitaire, 1ère classe, 5ème échelon, est nommé Directeur des marchés publics.

La suite à la page 19



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 19

III.2. NOMINATION DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

1. A. MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

Le Conseil a adopté deux (02) décrets.

Le premier porte nomination de Monsieur Adama TRAORE, Mle 32 143 N, Professeur titulaire des universités, Administrateur représentant les professeurs au Conseil d'administration de l'Université Ouaga I, Pr Joseph KI-ZERBO pour un premier mandat de trois (03) ans.

Le second décret renouvelle le mandat de Madame Fatoumata BADINI/KINDA, Mle 27 725 T, Maître de conférences, Administrateur représentant les professeurs au Conseil d'administration de l'Université Ouaga I, Pr Joseph KI-ZERBO pour un dernier mandat de trois (03) ans.

1. B. MINISTERE DE LA SANTE

Le Conseil a adopté sept (07) décrets.

Le premier nomme les personnes ci-après, Membres du Comité d'éthique pour la recherche en santé au Burkina Faso pour un dernier mandat de trois (03) ans :

Au titre du ministère de la santé

- Monsieur Dieu-donné OUEDRAOGO, Mle 104 177 Y, Enseignant hospitalo-universitaire;

- Monsieur Sidbewendé Pierre YAMEOGO, Mle 99 470 W, Médecin de santé publique.

Au titre de l'Ordre des pharmaciens du Burkina Faso

- Monsieur Clotaire NANGA, Mle 49 165 N, Pharmacien.

Au titre de l'Ordre national des médecins du Burkina Faso

- Monsieur Fla KOUETA, Mle 57 429, Enseignant hospitalo-universitaire.

Le deuxième renouvelle le mandat des personnes ci-après au Comité national d'éthique pour la recherche en santé au Burkina Faso pour un dernier mandat de trois (03) ans :

Au titre du ministère de la Santé

- Monsieur Ragomzigba Franck Edgar ZONGO, Mle 118 730 H, Pharmacien.

Au titre du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation

- Monsieur Sény KOUANDA, Mle 49486X, Médecin épidémiologiste;

- Madame Maminata TRAORE/COULIBALY, Mle 52129R, Biologiste.

Au titre du ministère des Ressources animales et halieutiques

- Madame Lim-Bamba Germaine COMPAORE/MINOUNGOU, Mle 102 471, Docteur vétérinaire.

Au titre du ministère de la Justice, des droits humains et de la promotion civique

- Monsieur Mathias SAM, Mle 75 668 B, Conseiller en droits humains.

Le troisième nomme les personnes ci-après, Administrateurs au Conseil d'administration de l'Office de santé des travailleurs (OST) pour un premier mandat de trois (03) ans :

A D M I N I S T R A T E U R S
REPRESENTANT L'ETAT

Au titre du ministère de la Santé

- Monsieur Mamadou DRABO, Mle 42 776 V, Conseiller de santé.

Au titre du ministère de la Fonction publique, du travail et de la protection sociale

- Monsieur Ignace DIESSONGO, Mle 217 031, Conseiller en gestion des ressources humaines ;

- Madame Aminata Léocadie BAMBARA/ZIGANI, Mle 13 574 P, Inspecteur du travail.

A D M I N I S T R A T E U R S
R E P R E S E N T A N T
LES PARTENAIRES

Au titre des employeurs

- Monsieur Kiswendsida Ismaël BIDIGA, Pharmacien ;

- Monsieur Christian Félix OUEDRAOGO, Vice-président de la Chambre des mines du Burkina.

Au titre des travailleurs

- Monsieur Francis ZAGRE.

Au titre du personnel de l'OST

- Monsieur N'so BAKIETA, Mle 82 349 X, Manipulateur d'Etat en électro radiologie.

Le quatrième nomme les personnes ci-après, Administrateurs au Conseil d'administration du Laboratoire national de santé publique (LNSP) pour un premier mandat de trois (03) ans :

A D M I N I S T R A T E U R S
REPRESENTANT L'ETAT

Au titre du ministère de la Santé

La suite à la page 21



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 20

- Monsieur Mété BONKOUNGOU, Mle 17 763 C, Médecin de santé publique ;

- Monsieur Lassana SANGARE, Officier.

Au titre du ministère des Ressources animales et halieutiques

- Madame Germaine COMPAORE/ MINOUNGOU, Mle 104 271 A, Docteur vétérinaire.

Au titre du ministère de la Fonction publique, du travail et de la protection sociale

- Madame N'pèrè Adèle TRAORE, Mle 19 913 N, Inspecteur du travail.

A D M I N I S T R A T E U R
REPRESENTANT LES
ASSOCIATIONS DES
C O N S O M M A T E U R S

- Monsieur Pascal ZAIDA.

Le cinquième décret nomme Monsieur Mété BOUNKOUNGOU, Mle 17 763 C, Président du Conseil d'administration du Laboratoire national de santé publique pour un premier mandat de trois (03) ans.

Le sixième décret porte nomination de Madame Valérie ZERBO/SAWADOGO, Mle 111 096 F, Inspecteur du trésor, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère de l'Economie, des finances et du développement au Conseil d'administration de l'Hôpital de district de Bogodogo pour un premier mandat de trois (03) ans.

1. C. MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT

Le Conseil a adopté un décret portant nomination de Monsieur Issaka SOUWERMA, Mle 25 482 B, Conseiller en sciences et techniques de l'information et de la communication, Administrateur provisoire de la Société de transformation des fruits et légumes de Loumbila (STFL) pour une durée de six (06) mois en remplacement de Monsieur Baya TOE appelé à faire valoir ses droits à la retraite.

1. D. MINISTRE DU

DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DES POSTES

Le Conseil a adopté un décret portant nomination de Madame Edith BELEM/DAMIBA, Mle 23 887 H, Administrateur des services financiers, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère de l'Économie, des finances et du développement au Conseil d'administration de la Société nationale des postes (SONAPOST) pour un premier mandat de trois (03) ans.

Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement,

Porte-parole du gouvernement,

Rémis Fulgance DANDJINO

Officier de l'ordre nationa





ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Remise de matériel médical au CMA de Orodara et de Djibo : Un geste qui sauve des vies.

Région du Sahel



Les acquis du plan national de développement économique et social (PNDES), touchent tous les secteurs.

Le ministère de la santé à travers sa direction générale de la pharmacie, du médicament et des laboratoires (DGPML), a remis le vendredi 24 mars 2017 dans l'enceinte de ladite direction à Ouagadougou, des médicaments aux centres médicaux avec antennes chirurgical (CMA) de Orodara et de Djibo.

Les acquis du plan national de développement économique et social (PNDES), touchent tous les secteurs. Mag Logistic partenaire du Burkina Faso a, au

cours de la conférence de Paris sur le PNDES offert de produits pharmaceutiques d'une valeur de cinq cent mille dollars (500 000), soit environ trois cent millions (300 000 000) de F CFA au pays des hommes intègres. Le dossier de transfert de ces médicaments de 230 kilogrammes, a été traité entre la direction générale de la pharmacie, du médicament et des laboratoires (DGPML) et l'Agence présidentielle pour l'Investissement au Burkina Faso. Ces médicaments ont été acheminés dans les CMA de Orodara et de Djibo le vendredi 24 mars 2017. Le Secrétaire général du

ministère de la santé Dr Lucien Robert Kargougou qui a remis ces produits pharmaceutiques aux représentants des deux entités a souhaité que le don serve les patients. La Directrice générale de la pharmacie, du médicament et des laboratoires, Dr Aminata Nacoulma, s'est réjouie du fait que le dossier traité ait connu une suite favorable.

DCPM/Santé



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Remise de matériel médical : Lions clubs international vole au secours de formations sanitaires de Ouagadougou, Pô et Gourcy

Région du Centre

L'association lions clubs international a remis le vendredi 24 mars 2017 à Ouagadougou, des équipements et de consommables médicaux à des structures du ministère de la santé.

Prenant la mesure des besoins de nos populations en matière de santé et à titre de contribution pour accompagner les efforts du gouvernement, les cinq (5) lions clubs de la zone 182, ont mis à profit les réseaux de partenaires à travers le monde, pour collecter des équipements et de consommables médicaux. D'une valeur d'environ 60 millions de francs CFA, ce don est rendu possible grâce à l'association humanitaire française dénommée Base internationale de projets et aux partenaires locaux que sont Rimon Hajjar Entreprises, la société générale et la SITAB a laissé entendre, Yann Hajjar, président de la zone 182. Pour la représentante du ministre de la santé, Dr Liliane Gounabou, ce don vient à point nommé car, il permettra de répondre aux besoins des communautés locales. Pour elle, la remise de ces équipements et de consommables médicaux témoigne de la volonté des lions clubs international d'accompagner le ministère de la santé dans la mise en œuvre du volet santé inscrit dans le plan national de développement économique et social (PNDES). Grâce aux conseils et à l'accompagnement de la SOGEMAB, 5 CMA et des



Grâce aux conseils et à l'accompagnement de la SOGEMAB, 5 CMA et des CSPS de Ouagadougou, de Pô et de Gourcy ont été identifiés pour la répartition.



L'association lions clubs international a remis, des équipements et de consommables médicaux à des structures du ministère de la santé.

CSPS de Ouagadougou, de Pô et de Gourcy ont été identifiés pour la répartition. Le dispatching est intervenu juste après la cérémonie de remise symbolique.

DCPM/Santé



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Support Chef de projet Eau, Hygiène et Assainissement- RCA

Description

Présentation de TGH

« Acteur d'une solidarité durable et partagée »

Créée en 1994, Triangle Génération Humanitaire, association française de solidarité internationale basée à Lyon, élabore et met en œuvre des programmes d'urgence, de réhabilitation et de développement dans les domaines de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, du génie civil, de la sécurité alimentaire et du développement rural, du socio-éducatif et du psychosocial. TGH travaille actuellement dans 11 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et du Moyen-Orient.

C o n t e x t e

Considérée comme l'un des pays les plus pauvres et instables au monde, la République Centrafricaine (RCA) traverse la crise humanitaire la plus grave depuis son indépendance en 1960. Suite au coup d'Etat du 24 mars 2013, les changements successifs de régime ont contribué à une escalade des violences intercommunautaires, multipliant les violations des droits de l'homme, les déplacements massifs de population, la destruction de biens et la perte des moyens de subsistance pour la population. En décembre 2016, 2,2 millions de personnes

avaient encore besoin d'assistance, soit quasiment la moitié de la population globale.

La région de la Ouaka est aujourd'hui considérée comme prioritaire en matière d'aide humanitaire d'urgence. Dans le domaine de la sécurité alimentaire, les personnes déplacées sur les sites ou hébergées en familles d'accueil tout comme celles qui sont retournées dans leurs villages sur les axes autour de Bambari font face à une situation de grande vulnérabilité quant à leur accès à la nourriture et leurs conditions d'existence et leur niveau de résilience.

Présentation de la mission

TGH a débuté son action en RCA en 2007 pour soutenir les réfugiés du Darfour, dans la préfecture de la Vakaga. Aujourd'hui, l'association intervient en Vakaga dans les secteurs de la sécurité alimentaire, de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, ainsi que de l'éducation. Parallèlement, l'association s'impose depuis 2011 comme l'un des acteurs humanitaires majeurs de la préfecture de la Ouaka, où elle mène différents projets dans les secteurs de la sécurité alimentaire et du développement rural, de l'eau, de l'hygiène et l'assainissement (EHA) et de l'éducation. A Bangui, où le phénomène des enfants des rues (EDR) connaît une progression alarmante, les services de l'antenne mobile mis en place depuis 2014 par TGH garantissent aux enfants

un accès à des services socio-éducatifs et médicaux de base, et participent au processus de réunification familiale et de placement en famille d'accueil.

La mission est financée à hauteur de 3.5 millions d'euros. L'équipe actuelle est composée d'une dizaine de personnels expatriés et d'environ 90 personnels nationaux, répartis sur les différentes bases opérationnelles (Bangui, Bambari et Birao).

Présentation des projets

Projets multi-bailleurs et multisectoriels.

Assistance d'urgence aux populations affectées par le conflit et aux déplacés internes de Bambari

Intervention en eau hygiène et assainissement sur l'axe Bambari/Ngakobo (aménagement de sources et promotion de l'hygiène)

Afin de répondre aux besoins en EHA sur les sites de déplacés à Bambari, plusieurs actions sont menées :

Gestion quotidienne de l'unité de traitement d'eau d'urgence et livraisons d'eau sur sites par camion à Bambari.

Point de chloration de l'eau au niveau de puits ouvert vulnérables aux contaminations bactériologiques. Pérennisation de l'accès à l'eau potable par la mise en place et la gestion de stations de pompage.

Construction de latrines et de

La suite à la page 19



JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

points de lavage des mains et autres activités d'assainissement sur les sites de déplacés de Bambari et de Ngakobo.

Aménagement de sources pour améliorer l'accès à l'eau potable dans des localités rurales sur l'axe Bambari/Ngakobo, distribution de non-vivres et promotion de l'hygiène.

Promotion de l'hygiène sur les sites de déplacés.

P o s t e

Ce poste a pour objectif d'assister le chef de projet dans la supervision et la gestion d'activités au sein de ces projets, à travers la mise en œuvre et le monitoring des activités, la logistique et l'administration liées à ces projets et la gestion des équipes.

Il/elle est placé(e) sous la responsabilité du Chef de projets WASH et travaille en collaboration avec le responsable de la cellule technique EHA basé au siège. Il/elle participe à la supervision de l'équipe dédiée aux projets.

Il/elle assume les responsabilités suivantes, sous la supervision du Chef de projets WASH :

Gestion de projets

Réaliser les évaluations préalables aux interventions en EHA sur l'axe Bambari-Ngakobo

Planifier et superviser les activités, en particulier celles prévues sur l'axe Bambari/Ngakobo (aménagement de sources, promotion de l'hygiène

et distribution de non-vivres)

Capitaliser les informations liées au travail effectué en fonction des besoins et opportunités

Gestion des équipes

Planifier, encadrer et superviser le travail de l'équipe

Renforcer les capacités de chaque membre de l'équipe selon les besoins évalués

Assurer une bonne coordination et une bonne communication interne, notamment par la tenue de réunions régulières avec l'équipe

Donner des retours au chef de projets et le cas échéant au coordinateur terrain, sur les enjeux et problématiques soulevés par son équipe

Assurer la résolution des conflits au sein de l'équipe et tenir informé le chef de projet

Gestion logistique et administrative

Planifier les achats en lien avec le chef de projet et l'équipe logistique

Participer activement au prévisionnel des dépenses

Participation à la coordination de la mission

Participer aux réunions de coordination internes

Rédiger les rapports internes aux échéances prévues

Communiquer avec le chef de projet, le coordinateur terrain, le chef de mission et

le responsable de la cellule technique sur l'avancement du projet, les problèmes rencontrés, les risques évalués, etc. et proposer des solutions

Echanger autant que nécessaire avec les collègues centrafricains et expatriés sur le déroulement du projet, les interventions prévues, les contacts pris avec les autorités locales, etc.

Participation à la coordination entre les acteurs EHA à Bambari

Participer au groupe de travail visant à la mise en place d'une base de données pour les infrastructures d'accès à l'eau et à l'assainissement à Bambari et alentours

Reporting / monitoring

Mettre à jour et diffuser les outils de suivi projets internes

Compiler et mettre à jour les bases de données internes

Concevoir et réaliser une enquête CAP

Participer à la rédaction des rapports d'activités destinés aux bailleurs

Participer à la rédaction des propositions de projets pour les activités WASH

S é c u r i t é

Veiller à l'application des consignes de sécurité sur la base et les équipes déployées sur le terrain

Participer à la collecte et à l'analyse des informations sécuritaires, en lien avec

La suite à la page 20



JOBS CAMPUS

La suite de la page19

le Coordinateur terrain

Ces responsabilités pourront être revues en fonction des évolutions des besoins sur le terrain et en fonction du profil du candidat qui sera retenu pour ce poste.

Conditions de sécurité, de travail, et de vie

Le contexte sécuritaire impose le respect de règles de sécurité (couvre-feu, suivi des mouvements, etc).

Les déplacements sur le terrain en dehors des villes principales sont possibles mais nécessitent une analyse préalable. Les déplacements en ville ne sont en général pas sujets à restriction, sauf tension en ville. TGH est un acteur humanitaire connu et apprécié dans la zone.

TGH dispose d'une grande concession bureau-base de vie sécurisée en bordure de la rivière Ouaka et à proximité du centre-ville. Les expatriés partagent une maison / bureau divisés en deux bâtiments distincts et ont chacun leur espace de vie. L'électricité est fournie par un générateur durant les heures de travail, et un système de batterie auxiliaire permet d'alimenter les soirées et weekends. Une connexion wifi est disponible sur toute la base, et le réseau téléphonique est fonctionnel dans la zone urbaine de Bambari. Un retour régulier sur Bangui permet aux expatriés de se reposer et de profiter de certains loisirs disponibles sur Bangui.

Ville

Expériences / Formation du candidat

Formation Programme Bioforce

Expérience souhaitée d'au moins 1 an sur un poste de gestion de projet EHA, idéalement en réponse à une crise humanitaire, avec une composante construction importante.

Bonne connaissance du milieu humanitaire (ONG, UN, UE...).

Connaissances en construction d'infrastructures, idéalement en lien avec les thématiques EHA (aménagement de sources, puits, latrines durables et d'urgence, etc.)

Capacités à mettre en place et à dispenser des formations auprès des équipes locales

Bonne capacité organisationnelle

Maîtrise des outils informatiques, à minima Pack Office, Internet / Outlook, et Google Earth

Capacité et motivation pour vivre et travailler en équipe

Capacité à vivre dans un contexte sécuritaire instable

Langues parlées

Bonnes capacités rédactionnelles en français

Fonctions

Coordination, Gestion de projet

Activités

B a m b a r i

Génie civil, Hydraulique

Pays

Afrique,

Centrafrique

Contrat

C D D

Durée du contrat

2 mois (renouvelables en fonction des financements) à partir de mars 2017

Salaire / Indemnité

Contrat salarié, salaire mensuel brut de 1 550 à 2 100 € selon expérience, per diem mensuel 580 €, prise en charge d'une couverture médicale à 100% + assurance rapatriement + prévoyance, prise en charge du logement et du transport international et local dans le cadre de la mission, repos tous les 3 mois.

Plus d'informations sur www.trianglegh.org, rubrique « Participer ».

Possibilité de départ en famille : non

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation

Nom de la personne contact

Laure Maynard

Email de la personne contact recrutement@trianglegh.org

Date de fin de validité 14/04/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Centre Carter RDC Champ Directeur du Bureau

Description

Le directeur des bureaux extérieurs supervise la mise en œuvre des programmes d'observation citoyenne et de la Chambre des droits de l'homme basée à Kinshasa, et gère la représentation et le soutien opérationnel au programme de gouvernance des industries extractives basé dans un bureau séparé à Lubumbashi. En tant que représentant principal du Centre Carter en République démocratique du Congo (RDC), (s) il entretient des relations de collaboration avec les représentants du gouvernement, des donateurs et des représentants d'organisations internationales. Le directeur local supervise le personnel et gère les opérations financières, administratives et logistiques du bureau sur le terrain, tout en travaillant avec le siège, le personnel de terrain, des consultants et des experts extérieurs pour atteindre les objectifs du projet. (S), il est responsable d'assurer la direction et la gestion efficace des activités des citoyens et de la Chambre des droits de l'homme d'observation en RDC. Responsabilités liées Effectue au besoin. Ce poste est basé à Kinshasa, RDC.

R e s p o n s a b i l i t é s

Représentation: Sert haut représentant de tous les programmes du Centre Carter en RDC. Maintient productifs,

les relations stratégiques avec les partenaires du projet et d'autres acteurs clés de la RDC, y compris les responsables gouvernementaux, les organisations internationales, les missions diplomatiques, les donateurs, les dirigeants de la société civile et d'autres institutions et groupes critiques.

Bureau domaine de la gestion opérationnelle: Supervise les processus logistiques, financiers et administratifs du bureau de terrain Kinshasa. Veiller à ce que tous les bureaux extérieurs de la RDC fonctionnent conformément aux lois et règlements congolais. Organise politiques et procédures opérationnelles simplifiées à travers les bureaux de Kinshasa et de Lubumbashi. Examine et approuve les demandes d'achat à Kinshasa.

Gestion des ressources humaines: Gérer le recrutement des membres du personnel national dans le bureau de Kinshasa et aide les gestionnaires de projet basé à Atlanta avec le recrutement du personnel expatrié et consultants. Veiller à ce que le personnel de terrain se conformer à toutes les ententes contractuelles Centre Carter et maintient des politiques du personnel et des procédures et assure le respect du droit de la RDC. Conçoit des plans de gestion de la performance et se livre à examens périodiques du rendement. Fournit un soutien et collabore avec le personnel du projet et des consultants. Maintient prise de

conscience active des besoins en personnel et engage des efforts de développement du personnel. Conduit et motive tout le personnel de promouvoir un environnement de travail coopératif.

Gestion financière: Maintient la responsabilité fiduciaire des fonds de projet de bureau de terrain à Kinshasa, avec l'aide d'un gestionnaire de bureau, conformément aux restrictions budgétaires et la réglementation des marchés des donateurs. Supervise bureau de terrain de l'information financière pour assurer une gestion appropriée des fonds opérationnels des bureaux extérieurs conformément aux procédures du Centre. Il gère les comptes bancaires de la RDC du Centre.

Le leadership du programme stratégique: fournit des analyses et des conseils au Centre Carter sur programmation importante, opérationnelle, et les questions de fond. Évalue les risques potentiels qui pourraient nuire aux programmes du Centre en RDC, et développe et gère des plans de sécurité et de gestion des risques en consultation avec le personnel du siège approprié. Met en œuvre les réponses aux menaces de sécurité.

Conception du programme et la mise en œuvre: Assurer le leadership dans la conception et la mise en œuvre des projets de la Chambre et d'observation Droits de l'Homme Citoyen, conformément à l'ensemble des initiatives de la RDC du Centre

La suite à la page 22



JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

Carter. Travaille en étroite collaboration avec les directeurs associés et le développement dans l'élaboration de nouvelles propositions de projets (internes et externes). Dirige et supervise le personnel des bureaux extérieurs et des consultants experts à Kinshasa pour mettre en œuvre tous les aspects des programmes, travaillant de concert avec le personnel d'Atlanta. Assure la livraison rapide et efficace des plans d'activité.

Communication et rapports: assure la coordination et la communication rapide et efficace entre le siège et le personnel concernés des bureaux extérieurs, ainsi qu'entre les équipes programmatiques et administratives. En collaboration avec le personnel du bureau de domaine concerné, fournit des commentaires ou rédige des sections de donateurs et d'autres rapports demandés par le personnel d'Atlanta. presse Brouillons Centre Carter de presse, des déclarations publiques périodiques et autres rapports pertinents selon les besoins, en consultation et avec l'approbation préalable des directeurs associés basés à Atlanta. Soumet des rapports écrits et oraux pour le personnel d'Atlanta sur une base hebdomadaire.

Ville Kinshasa, RDC

Expériences / Formation du candidat

maîtrise (ou équivalent) en sciences sociales, le droit international des droits humains ou d'autres préféraient

domaine lié au développement. Sept à dix ans d'expérience professionnelle responsable, y compris l'expérience de cinq ans à la gestion des programmes et le personnel des bureaux sur le terrain est nécessaire. compétences en gestion des ressources humaines et financières de pointe sont nécessaires.

Langues parlées

Excellentes aptitudes à la communication écrite et orale en français et en anglais sont nécessaires.

Qualité du candidat

Le candidat doit posséder une analyse forte, la résolution de problèmes, la hiérarchisation et les compétences de gestion des risques. compétences interpersonnelles, la compréhension interculturelle et la capacité à diriger et à motiver diverses, multidisciplinaires, des équipes géographiquement éloignées sont cruciales. Expérience confirmée dans la construction de l'équipe, la résolution des conflits, assurer la participation, la promotion du respect mutuel et l'écoute active est souhaitée. le succès de la collecte de fonds et d'une expérience de travail avec les donateurs, les responsables gouvernementaux et les organisations internationales sont essentielles. Structure dotée d'ordinateurs et les compétences dans MS Office sont un must. Le candidat doit être bien organisée et capable de travailler sous pression et des délais serrés. Expérience significative avec

les programmes relatifs aux droits de l'homme, la gouvernance des ressources naturelles, les élections et l'observation des élections, et / ou le renforcement de la société civile est fortement préférée. Solide connaissance de la RDC ou l'est région de l'Afrique est très préférée; expérience de travail dans la région des Grands Lacs est un plus.

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités A u t r e

Pays Afrique, RD Congo

Contrat C D D

Durée du contrat

1-2 ans.

Documents à envoyer

Pour postuler, s'il vous plaît envoyer une lettre de motivation, CV, liste de trois références et les exigences salariales à TCCjobsinDRC@gmail.com. Lors de l'application, s'il vous plaît inclure « RDC Champ Directeur du Bureau » et le site où vous avez trouvé cette annonce dans la ligne de sujet. Seuls les candidats retenus pour une entrevue ou autre contrepartie seront avisés par le Centre. Pas de coups de téléphone s'il vous plaît.

Email de la personne contact TCCJobsinDRC@gmail.com

Date de validité de fin de 30/04/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Centre Carter RDC Champ Directeur du Bureau

Description

Le directeur des bureaux extérieurs supervise la mise en œuvre des programmes d'observation citoyenne et de la Chambre des droits de l'homme basée à Kinshasa, et gère la représentation et le soutien opérationnel au programme de gouvernance des industries extractives basé dans un bureau séparé à Lubumbashi. En tant que représentant principal du Centre Carter en République démocratique du Congo (RDC), (s) il entretient des relations de collaboration avec les représentants du gouvernement, des donateurs et des représentants d'organisations internationales. Le directeur local supervise le personnel et gère les opérations financières, administratives et logistiques du bureau sur le terrain, tout en travaillant avec le siège, le personnel de terrain, des consultants et des experts extérieurs pour atteindre les objectifs du projet. (S), il est responsable d'assurer la direction et la gestion efficace des activités des citoyens et de la Chambre des droits de l'homme d'observation en RDC. Responsabilités liées Effectue au besoin. Ce poste est basé à Kinshasa, RDC.

R e s p o n s a b i l i t é s

Représentation: Sert haut représentant de tous les programmes du Centre Carter

en RDC. Maintient productifs, les relations stratégiques avec les partenaires du projet et d'autres acteurs clés de la RDC, y compris les responsables gouvernementaux, les organisations internationales, les missions diplomatiques, les donateurs, les dirigeants de la société civile et d'autres institutions et groupes critiques.

Bureau domaine de la gestion opérationnelle: Supervise les processus logistiques, financiers et administratifs du bureau de terrain Kinshasa. Veiller à ce que tous les bureaux extérieurs de la RDC fonctionnent conformément aux lois et règlements congolais. Organise politiques et procédures opérationnelles simplifiées à travers les bureaux de Kinshasa et de Lubumbashi. Examine et approuve les demandes d'achat à Kinshasa.

Gestion des ressources humaines: Gérer le recrutement des membres du personnel national dans le bureau de Kinshasa et aide les gestionnaires de projet basé à Atlanta avec le recrutement du personnel expatrié et consultants. Veiller à ce que le personnel de terrain se conformer à toutes les ententes contractuelles Centre Carter et maintient des politiques du personnel et des procédures et assure le respect du droit de la RDC. Conçoit des plans de gestion de la performance et se livre à examens périodiques du rendement. Fournit un soutien et collabore avec le

personnel du projet et des consultants. Maintient prise de conscience active des besoins en personnel et engage des efforts de développement du personnel. Conduit et motive tout le personnel de promouvoir un environnement de travail coopératif.

Gestion financière: Maintient la responsabilité fiduciaire des fonds de projet de bureau de terrain à Kinshasa, avec l'aide d'un gestionnaire de bureau, conformément aux restrictions budgétaires et la réglementation des marchés des donateurs. Supervise bureau de terrain de l'information financière pour assurer une gestion appropriée des fonds opérationnels des bureaux extérieurs conformément aux procédures du Centre. Il gère les comptes bancaires de la RDC du Centre.

Le leadership du programme stratégique: fournit des analyses et des conseils au Centre Carter sur programmation importante, opérationnelle, et les questions de fond. Évalue les risques potentiels qui pourraient nuire aux programmes du Centre en RDC, et développe et gère des plans de sécurité et de gestion des risques en consultation avec le personnel du siège approprié. Met en œuvre les réponses aux menaces de sécurité.

Conception du programme et la mise en œuvre: Assurer le leadership dans la conception et la mise en œuvre des projets de la Chambre et d'observation

La suite à la page 24



JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

Droits de l'Homme Citoyen, conformément à l'ensemble des initiatives de la RDC du Centre Carter. Travaille en étroite collaboration avec les directeurs associés et le développement dans l'élaboration de nouvelles propositions de projets (internes et externes). Dirige et supervise le personnel des bureaux extérieurs et des consultants experts à Kinshasa pour mettre en œuvre tous les aspects des programmes, travaillant de concert avec le personnel d'Atlanta. Assure la livraison rapide et efficace des plans d'activité.

Communication et rapports: assure la coordination et la communication rapide et efficace entre le siège et le personnel concernés des bureaux extérieurs, ainsi qu'entre les équipes programmatiques et administratives. En collaboration avec le personnel du bureau de domaine concerné, fournit des commentaires ou rédige des sections de donateurs et d'autres rapports demandés par le personnel d'Atlanta. presse Brouillons Centre Carter de presse, des déclarations publiques périodiques et autres rapports pertinents selon les besoins, en consultation et avec l'approbation préalable des directeurs associés basés à Atlanta. Soumet des rapports écrits et oraux pour le personnel d'Atlanta sur une base hebdomadaire.

Ville Kinshasa, RDC

Expériences / Formation du

candidat

maîtrise (ou équivalent) en sciences sociales, le droit international des droits humains ou d'autres préféraient domaine lié au développement. Sept à dix ans d'expérience professionnelle responsable, y compris l'expérience de cinq ans à la gestion des programmes et le personnel des bureaux sur le terrain est nécessaire. compétences en gestion des ressources humaines et financières de pointe sont nécessaires.

Langues parlées

Excellentes aptitudes à la communication écrite et orale en français et en anglais sont nécessaires.

Qualité du candidat

Le candidat doit posséder une analyse forte, la résolution de problèmes, la hiérarchisation et les compétences de gestion des risques. compétences interpersonnelles, la compréhension interculturelle et la capacité à diriger et à motiver diverses, multidisciplinaires, des équipes géographiquement éloignées sont cruciales. Expérience confirmée dans la construction de l'équipe, la résolution des conflits, assurer la participation, la promotion du respect mutuel et l'écoute active est souhaitée. le succès de la collecte de fonds et d'une expérience de travail avec les donateurs, les responsables gouvernementaux et les organisations internationales

sont essentielles. Structure dotée d'ordinateurs et les compétences dans MS Office sont un must. Le candidat doit être bien organisée et capable de travailler sous pression et des délais serrés. Expérience significative avec les programmes relatifs aux droits de l'homme, la gouvernance des ressources naturelles, les élections et l'observation des élections, et / ou le renforcement de la société civile est fortement préférée. Solide connaissance de la RDC ou l'est région de l'Afrique est très préférée; expérience de travail dans la région des Grands Lacs est un plus.

Fonctions Coordination,
Gestion de projet,
Organisation, Administration,
Ressources Humaines

Activités A u t r e

Pays
Afrique, RD Congo

Contrat C D D

Durée du contrat
1-2 ans.

Documents à envoyer

Pour postuler, s'il vous plaît envoyer une lettre de motivation, CV, liste de trois références et les exigences salariales à TCCjobsinDRC@gmail.com. Lors de l'application, s'il vous plaît inclure « RDC Champ Directeur du Bureau » et le site où vous avez trouvé cette annonce dans la ligne de sujet. Seuls les candidats

La suite à la page 25



JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

retenus pour une entrevue ou autre contrepartie seront avisés par le Centre. Pas de coups de téléphone s'il vous plaît.

Date de fin de validité **30/04/2017**

Email de la personne contact
TCCJobsinDRC@gmail.com



Avis de recrutement

Poste: Entraîneur de réadaptation - Nord-Est

Description

CONTEXTE DE LA MISSION

La crise syrienne est la plus grande crise humanitaire des 20 dernières années. Selon les derniers chiffres de l'ONU, environ 13,5 millions de personnes sont actuellement touchées par la crise en Syrie, dont environ 6,5 millions de personnes déplacées, tandis que plus de 4 millions de Syriens ont cherché refuge dans les pays voisins ou en Europe. La réponse humanitaire actuelle ne fournit qu'une couverture partielle et parcellaire des besoins humanitaires croissants.

Cinq ans après le début de la crise, le nombre de personnes blessées en Syrie ne cesse d'augmenter, avec un grave manque de soins de réadaptation et de soutien psychosocial. Dans les zones difficiles à atteindre et / ou des zones de nouveaux déplacements, les populations locales et

les personnes déplacées ont besoin d'une aide d'urgence en termes de nourriture, ménage articles essentiels, et d'autres besoins fondamentaux. L'inclusion des personnes les plus vulnérables, y compris les personnes handicapées, dans la réponse humanitaire reste une préoccupation majeure.

HI gère un vaste programme humanitaire de quatre centres différents (Sud, Centre, Nord et Nord-Est), ainsi que quatre piliers principaux:

1. Appui aux partenaires de la santé (hôpitaux, maisons de soins, centres de réadaptation, les ONG locales) pour la fourniture de services complets de réadaptation (en réadaptation physique, soutien psychosocial et / ou orthoprothésistes) grâce à la formation, supervisions techniques et dons de matériel de remise en état et / ou de l'équipement;
2. Mise à disposition de kits besoins de base - paniers alimentaires, articles essentiels

ménagers et des kits d'hygiène - dans la distribution d'un coup pour les personnes qui souffrent d'une dégradation soudaine de leurs conditions de vie en raison de la reprise du conflit, le déplacement et / ou l'exclusion de l'aide humanitaire.

3. L'éducation aux risques et aux effets causés par les armes classiques et le marquage des zones dangereuses d'urgence;

4. Promotion Inclusion / réduction des obstacles et les discriminations liées à l'âge, le handicap et d'autres facteurs de vulnérabilité, grâce à la formation, le soutien technique et les activités d'intégration dans les travaux d'autres acteurs humanitaires, en particulier dans le secteur des moyens de subsistance où HI est partenaires de soutien à être inclus (par exemple, l'argent pour les transferts travail / trésorerie, la formation professionnelle / apprentissage, la création de petites entreprises et de la restauration de la production alimentaire).

La suite à la page 26



JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

DESCRIPTION DU POSTE

Responsabilité 1 (support technique): Assurer la qualité de réadaptation physique et fonctionnelle pour les bénéficiaires

A c t i v i t é s :

- Fournir une formation technique sur la tâche;
- Veiller à ce que les discussions de cas et la formation technique sont fournis périodiquement à l'équipe avec l'appui du Coordonnateur technique principal de réadaptation;
- Assurer une forte présence sur le terrain, avec des visites périodiques sur le terrain;
- Concevoir et offrir une formation théorique RWS et RPO;
- Faciliter la preuve sur la base continue des séances de perfectionnement professionnel avec le bon de commande Rehab - basée sur une approche d'apprentissage par problèmes ou toute autre méthode pertinente;
- Soutenir le RPO pour identifier les besoins d'apprentissage de la conception et RWs et mettre en œuvre des formations appropriées pour répondre à ces besoins, y compris la conception de matériel de formation selon les besoins;
- Assurer la sécurité et la qualité technique de toutes les interventions mises en œuvre par l'équipe de réadaptation;
- Travailler avec RPO et FRW à soutenir et guider

la mise en œuvre du travail avec les partenaires;

- Identifier les solutions possibles et les ressources techniques pour résoudre les problèmes rencontrés par le personnel HI;

- Participer à la définition et la mise en œuvre de la stratégie pour le centre;

Participer à l'élaboration des outils et des lignes directrices du projet.

Responsabilité 2 (Renforcement des capacités): Renforcer le leadership et les capacités techniques du RPO pour diriger l'équipe de réadaptation

A c t i v i t é s :

- Développer un ensemble de programmes de réadaptation approprié que le PO Rehab peut utiliser comme modèle pour continuer à développer les capacités techniques RW;
- Renforcer les capacités RPO pour identifier avec précision les besoins d'apprentissage RW et répondre à ces grâce à une combinaison de méthodes d'enseignement appropriées;
- Renforcer la compréhension de RPO et la capacité au sein de la direction rôle / soutien;
- Faciliter la réflexion stratégique en matière de formation et de mise en œuvre des services techniques;

Responsabilité 3 (Communication): Coordination et communication interne

A c t i v i t é s :

- Faciliter et canaux de communication forte du modèle avec STA Rehab basé à Amman;

- Assurer une communication forte avec le Health Chef de Projet et le RPO pour coordonner et communiquer avec le PO Psychosocial, assurant un service holistique;

- Renforcer et établir une collaboration étroite entre le soutien psychosocial et de réadaptation physique;

- Mettre en place et faciliter l'appropriation de RPO de suivi technique régulier et discussions cas;

- Un contact régulier Skype avec le coordinateur technique et des conseillers techniques selon les besoins;

- Participer à des exercices de planification stratégique de la mission conformément à la demande de la région Co ou STA Rehab (par la distance ou dans le pays à convenir par les deux parties).

Description du poste peut varier en fonction du contexte et des besoins du programme

Expériences / Formation du candidat

Formation et expérience:

- Physiothérapeute - expérience minimum de 5 ans
- Expérience dans le domaine humanitaire est nécessaire
- Expérience de la prestation de physiothérapie / éducation de réadaptation requis

La suite à la page 27



JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

- expérience de la conception et la prestation de formations

- Expérience de travail au Moyen - Orient / sur la crise syrienne serait un atout

- Expérience dans le renforcement des capacités serait un atout

Compétences professionnelles:

- compétences de formation et d'enseignement

- Une bonne analyse et compétences en écriture.

Langues parlées

L a n g u e

- anglais et arabe obligatoire

Qualité du candidat

Compétences personnelles:

- Capable de prendre des initiatives

- Capacité à travailler en collaboration dans une équipe

- compétences en diplomatie et en relations interpersonnelles

- Capacité à capacitation et l'autonomisation des autres membres du personnel

Fonctions
Animation, Formation, Autre, Technicien spécialiste

Activités
Animation, Formation, Education, Autre, Santé

Pays
Moyen Orient, Syrie

Contrat C D D

Durée du contrat

Début: 15/02/2016

Durée: 3 mois

Salaire / Indemnité

§ **Rémunération: Selon l'échelle des salaires HI**

§ **Les conditions de vie: maison d'hôte partagé avec d'autres expatriés (sans frais).**

§ **Voyage: ceci est une position mobile. Vous devez vous attendre à dépenser environ 90% de votre temps de travail dans les domaines d'intervention et 10% de votre temps de travail au Kurdistan irakien.**

§ **Les conditions de sécurité: niveau moyen d'insécurité dans les zones d'intervention. Le faible niveau d'insécurité dans le Kurdistan irakien.**

§ **assurance sociale: 100% couvert**

Postuler en ligne t t p s : // h i . p r o f i l s e a r c h . c o m / r e c r u t e / f r / f o _ a n n o n c e _ v o i r . i d = 1 9 6 0 & i d p a r t e n a i r e = 1 3 0

Date de fin de validité 09/04/2017





Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

01/04/2017 AU 08/04/2017 Groupe IV

1200 logements	25 36 02 52	Kouma	25 38 57 42	Sira	25 43 17 78
Afiya	25 48 83 47	Lallé	25 45 67 25	Somgandé	25 35 82 44
Amitié Miyougou	25 38 52 36	Le Rocher	25 40 83 87	Sotisse	25 36 41 48
Bethania	25 31 31 41	Les Grâces	60 80 80 77	Unité	25 34 39 42
Choukouroula	25 40 93 76	Louis Pasteur	25 33 58 67	Vénégré	25 43 05 87
Circulaire Sède	25 38 44 91	Maignon	25 31 01 20	Vidal	25 31 52 88
Diawara	25 30 61 68	Musée	25 36 68 41	Vièl	25 45 98 25
Espoir	25 31 54 12	Natilgé	25 36 28 00	Wend Kuuni	25 36 20 15
Gare	25 31 62 06	Nongui	25 40 84 88	Wend Yam	25 48 30 47
Hippodrome	25 34 02 32	Ouédraogo	25 37 16 52		
Hôpital	25 30 66 41	Pierre Tapsoba	25 48 44 33		
Jean Paul II	25 41 81 54	Principale	25 37 54 15		
Kadiogo	25 31 87 88	Sahel	25 31 81 95		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Rédacteur en chef

Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage

- Alfred Syé KAM

- Aminata PORGO

- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Aminata PORGO

Bernard HIEN

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial

+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO